



Le 22 mai : toutes et tous engagé-es

pour des services publics de qualité en Guyane !

Les grèves et mobilisations dans les services publics se multiplient en Guyane : santé, éducation, collectivités, justice... Nos services publics sont sous-dimensionnés, sous-investis et ne parviennent pas à garantir la qualité des services à rendre aux usagers. Ces désengagements successifs de l'État ne font qu'accentuer les inégalités sociales et territoriales, inacceptables sur notre territoire.

En actant le plan d'urgence des Accords de Guyane, l'État reconnaissait l'abandon et le délabrement des services publics locaux. Un an après, nous constatons tous que les investissements réels de l'État ne visent qu'une intervention à la marge, loin des attentes profondes de la population.

A l'inverse de tous nos besoins, le gouvernement, avec la réforme de la fonction publique, prépare un projet dangereux aussi bien pour les agents que pour les usagers. Le gouvernement veut réduire le périmètre de l'action publique avec la perspective d'abandon voire de privatisation des missions du service public.

Moins de services publics, c'est moins de droits pour toutes et tous ! C'est le contraire du projet de société solidaire que nous portons ! Les organisations syndicales sont attachées à des services de qualité pour toutes et tous sur l'ensemble du territoire, aux valeurs et principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale.

Nous rejetons le projet de suppression de 120 000 emplois et le recours accru au contrat. Le développement de la précarité est une attaque contre le statut, de même que la rémunération au mérite.

Les organisations syndicales exigent des dispositions pour faire respecter l'égalité professionnelle et gagner de nouveaux droits. Le développement des missions de service public nécessite la création d'emplois statutaires et un nouveau plan de titularisation. Nous exigeons la fin du gel du point d'indice et sa revalorisation, l'abrogation de la journée de carence, la compensation de la CSG.

De nombreux secteurs en lutte (cheminots, universités) maintiennent une pression légitime et nécessaire contre les attaques du gouvernement.

Le mouvement social de mars-avril 2017 résonne encore dans la société guyanaise, mobilisons nous dans l'unité le 22 mai pour défendre et améliorer les services publics en Guyane !

RASSEMBLONS-NOUS MASSIVEMENT :

A Cayenne, devant la préfecture à 9h

A Kourou, devant la mairie à 9h

A Saint Laurent, devant la sous-préfecture à 9h